

LA REVOLUTION ISLAMIQUE IRANIENNE

DE 1979

“La religion est le soupir de la créature opprimée, l’âme d’un monde sans cœur, comme elle est l’esprit de conditions sociales d’où l’esprit est exclu. Elle est l’opium du peuple.

L’abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l’exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu’il renonce aux illusions sur sa situation c’est exiger qu’il renonce à une situation qui a besoin d’illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l’auréole“

(Karl Marx)

Le 1^{er} février 1979, un avion affrété par Air France atterrit à Téhéran. Khomeyni, après 13 années d’exil est de retour. De l’aéroport, il se rend au cimetière gigantesque dans le sud de la banlieue de Téhéran pour s’adresser à la population. Un fleuve humain de 6 à 8 millions de personnes l’acclame tout le long des 33 km qui séparent l’aéroport du cimetière, aux cris de « Indépendance, liberté, République islamique ».

Quinze jours ont séparé l’arrivée de Khomeyni du départ du Shah. C’est une révolution, celle des pauvres des villes et des campagnes, qui a balayé la monarchie. Une révolution profonde qui a commencé en 1977, que le régime n’a pas pu écraser malgré sa police politique, malgré une armée suréquipée, utilisant l’artillerie lourde contre les centaines de milliers de manifestants.

Ce sont les mêmes questions, les mêmes contradictions qui se posent depuis un siècle et qui n’ont pas été résolues. Les pauvres ne veulent plus, n’en peuvent plus de ce régime monarchique, tyrannique, défendu par une police politique, la Savak, pratiquant la torture et les exécutions sommaires. Ils n’en peuvent plus de ce roi arrogant, étalant un luxe inouï, alors que des millions d’entre eux vivent dans la misère, dans la débrouille.

Ces pauvres se concentrent par millions à la périphérie des villes dans des bidonvilles. Ils sont d’origine paysanne, chassés de leurs terres par la misère, les expropriations par les grands propriétaires de terres ou le régime. Cela fait un siècle que la question agraire est posée. La possession et l’exploitation des terres sont régies par des rapports féodaux. La majorité des terres est possédée par le clergé, le Shah, ses serviteurs et l’aristocratie. 1% de la population possède 56% des terres cultivables. Les paysans sont soumis et travaillent pour le compte de ces gens-là. Ceux qui possèdent un peu de terre n’arrivent pas à en vivre. Alors ils partent pour la ville dans l’espoir de trouver un travail qui leur permette de se nourrir. Ainsi Téhéran est passé d’une population de 1,5 million d’habitants en 1956 à 4,5 millions en 1976.

La jeunesse étudiante, muselée, en butte à la répression, est attirée par les idées politiques ou religieuses progressistes. Une partie du bazar –celle qui est laissée pour compte dans le développement économique et bouc émissaire du Shah lors des crises économiques, se sent menacée par le développement de la bourgeoisie liée aux affaires internationales avec l'impérialisme et le pétrole. Une partie du clergé revendique le droit de conduire la société, en voulant imiter un passé idéalisé. Une partie de la classe ouvrière – l'aristocratie ouvrière - veut le droit de s'organiser en syndicat et pouvoir dire son mot dans la gestion de l'entreprise. Enfin, les minorités kurde, baloutche, turkmène, arabe, les nomades, opprimés, chassés, bombardés par l'armée du Shah, veulent la liberté, le droit de s'exprimer, de s'organiser, de vivre. Tous ressentent le pouvoir en place comme un corps étranger, qui les rejette, les étouffe, ou les menace.

Une constitution, la République, voilà ce que proposent les citoyens. La révolution de 1905-1906 avait concrétisé ces aspirations avant d'être balayée par la dictature militaire de Reza Khan, le père de Reza Shah. Le seul parti autorisé est celui mis en place par le Shah. Tous les autres interdits, les militants pourchassés, torturés, exécutés. Les seuls endroits où il est possible de se réunir et où l'on s'exprime contre le régime, ce sont les mosquées. Une partie des 180 000 mollahs tournent le dos à la position traditionnelle quiétiste du haut clergé chiite, qui est de ne pas s'occuper de politique pour tenter de changer sa condition, et ne s'en privent pas dans ses prêches du vendredi.

Un sentiment national réunit toutes les couches sociales et les courants politiques - religieux, sociaux démocrates, communistes, révolutionnaires - : celui de l'exaspération de voir le pays dominé et spolié de sa seule et unique richesse, le pétrole. Après les Anglais, ce sont les compagnies pétrolières américaines qui se gavent, ne laissant que des miettes, de grosses miettes au Shah, sa cour, son Etat et à la fraction de la bourgeoisie, la bourgeoisie d'affaires, qui vit de l'exploitation, de la distribution du pétrole et du commerce extérieur en lien avec les sociétés internationales. Une expression les désigne : la « *pétro-bourgeoisie* ». Loin de profiter de quelque façon à la population, l'argent du pétrole est utilisé à acheter des équipements et de l'armement américains dernier cri à l'armée iranienne. Le Shah se veut le gendarme de la région. Aux yeux des Iraniens, il n'est qu'un fantoche de l'impérialisme américain.

En revanche, un homme a marqué toutes les mémoires et il est devenu le champion de la dignité nationale : c'est le premier ministre Mossadegh. 28 ans plus tôt, en 1951, il a nationalisé le pétrole et foutu les Anglais à la porte. Le bras de fer avec l'impérialisme anglais, et l'impérialisme américain derrière lui, s'est soldé par un coup d'état militaire en 1953. Et tout est rentré dans l'ordre impérialiste.

A ce sentiment national, auquel les jeunes étudiants savent donner une coloration progressiste, s'en ajoute un autre, que ceux-ci ne connaissent pas, ne comprennent pas, parce qu'il ne correspond pas à leur vision du monde. Des décennies de tentatives de soi-disant modernisation, pratiquées dans le mépris des masses les plus pauvres, avec la morgue de dirigeants qui se prétendent éclairés et veulent vivre comme des empereurs, qui vivent en réalité quasi quotidiennement en lien avec d'autres dirigeants, occidentaux, ont instillé dans la

masse du peuple un très profond rejet de tout ce qui provient de l'Occident : sa puissance fait peur car elle est une menace permanente de changement, de précarité ; sa modernisation n'attire pas car elle ne profite, dans ce pays économiquement dominé, qu'à quelques minces couches privilégiées ; et même la liberté politique qu'il procure n'est pas bien vue, puisqu'elle s'accompagne de mœurs « libres », que l'on ne comprend pas, qui semblent indissolublement liés au mode de vie de ceux qui les accaparent.

La liberté, pour ceux qui sont condamnés à survivre dans la misère ou la surexploitation, n'est qu'un mot hypocrite. Dans ces conditions, les images même de la vie occidentale prônée par le régime ne peuvent qu'être insupportables et odieuses. En forçant à s'habiller à l'europpéenne, on peut flatter le petit bourgeois ou l'aspirant notable des villes, mais on humilie le peuple qui n'a que ses traditions à préserver, à respecter.

Mais ces sentiments, essentiels, ce sont les religieux et eux seuls qui vont les comprendre, les utiliser. Les militants de gauche ou d'extrême gauche, trop imprégnés dans un monde trop différent, trop éloignés de la vie réelle de ce peuple, en sont bien trop loin. Mais les religieux, eux, vont savoir récupérer ce sentiment d'humiliation ; ils vont le dévier vers ce qui leur importe : l'idée d'un retour nécessaire à l'Islam. Là où ceux qui se veulent progressistes disent vouloir la liberté de la femme, les religieux vont dénoncer la dépravation que celle-ci permet. C'est ainsi qu'eux, et eux seuls, vont progressivement gagner le cœur des masses autrement à l'abandon des diverses forces politiques. Et ils auront évidemment beau jeu pour condamner, aux yeux de ce peuple-là, les irreligieux que sont le Shah comme les organisations politiques qui le contestent.

Si les militants et les organisations de gauche et d'extrême gauche sont bien entendu capables de voir, de soutenir, telle ou telle révolte au sein de ces masses miséreuses, ils le font avec leurs lunettes occidentales, en y voyant une lutte à caractère social et progressiste, allant au fond dans leur sens aussi. Alors qu'il faut y voir une manière de sentir et de réagir de plus en plus mystique, religieuse, aspirant à un profond conservatisme, une réaction de défense instinctive. Il aurait donc fallu comprendre ce sentiment, pour y répondre pleinement, gagner les têtes et les cœurs. En 1979, cette réaction légitime du peuple iranien trouvera, soudain, sa solution : offrir le pouvoir aux responsables du chiisme, une religion elle-même vécue, dans toute la région, depuis de longs siècles, comme celle des opprimés et des plus pauvres, même si, comme les autres, elle secrète des dignitaires et des puissants. (On peut lire, au sujet de cet aspect du chiisme : E35- Le monde musulman, Chiites, Sunnites, et l'Occident (1^{ère} partie), sur notre site louvrier.org)

LE CLERGE ET LES PARTIS POLITIQUES

KHOMEYNI

Khomeyni est le théoricien et le représentant d'une nouvelle génération de mollahs, d'ayatollahs qui tournent le dos à la position quiétiste du clergé chiite, et revendiquent la direction de la société.

Reza Khan, comme Reza Shah, veut construire une société moderne, laïque. Leurs politiques s'attaquent au clergé et à ses prérogatives : l'éducation, la justice, le droit de prélever l'impôt qui le fait vivre et lui permet de financer ses écoles. Une vraie guerre sociale qui oblige le clergé à vivre reclus dans les mosquées.

En 1943, Khomeyni publie un texte fondateur de sa pensée, « la Révélation des secrets », dans lequel il expose pour la première fois la nécessité d'un État islamique. Un an plus tard, il publie un autre texte où il rappelle les « *oppressions et les injustices endurées sous Reza Khan par l'islam et par la population* ». Il s'inquiète de l'évolution de la société, et voit la modernisation, les réformes entreprises par Reza Khan et poursuivies par son fils Reza Shah comme un danger. Il présente le retour à un islam rigoriste comme seule solution à tous les maux de la société. Tout son texte, à l'instar de sa pensée politique, est construit sur l'opposition entre le « *soulèvement pour Allah* », c'est-à-dire la soumission totale à Dieu, et le « *soulèvement pour soi* », l'individualisme, « *caractéristique de l'époque contemporaine* ».

En 1963, après la « *Révolution blanche* » et l'attaque en règle du clergé par un Shah qui fustige « *la réaction noire* », il prononce à Qom un discours incendiaire contre le Shah, auquel il s'adresse directement. Il proclame « *l'islam en danger* ». Trois jours d'émeutes s'ensuivent dans tout le pays. Khomeyni est arrêté et enfermé plusieurs semaines. En octobre 1964, il prononce un prêche où il accuse le régime d'être le laquais des Etats-Unis. De nouveau arrêté, il risque la peine de mort. Les hauts dignitaires religieux le sauvent en le proclamant ayatollah, « *signe de Dieu* ». Expulsé en Turquie, il s'exile à Nadjaf, en Irak. Il y rédige des cours. Rompant avec la tradition chiite, Khomeyni considère que l'Islam ne peut plus attendre le retour du 12^{ème} imam. Au clergé de s'emparer du pouvoir temporel et de gouverner. Les détenteurs légitimes de l'autorité sont les oulémas, en tant qu'héritiers du prophète. La loi ne peut venir que d'en haut, et le plus digne parmi les savants religieux doit exercer l'autorité en attendant le retour du 12^{ème} imam.

Ses textes sont diffusés clandestinement en Iran. Au moment de la révolution, il s'est installé en banlieue parisienne à Neauphle-le-château. Il est entouré par une véritable équipe politique qui relaie sa parole et qui deviendront plus tard les dirigeants du nouveau régime après la révolution.

SHARIATI

Durant les grandes manifestations de la révolution, les portraits d'un homme, Ali Shariati, sont presque aussi nombreux que ceux de Khomeyni. Shariati est mort d'une crise cardiaque quelques mois plus tôt, en exil à Londres. Il avait 44 ans. Théoricien de la révolution islamique, son influence est considérable pour toute une génération de jeunes intellectuels islamistes, pour qui il en est le grand absent de la révolution. Son influence est telle que Khomeyni s'est gardé de toute critique à son égard, alors que des divergences profondes les séparent.

Né en 1933, Shariati est un intellectuel qui s'est formé politiquement à Paris. Il a milité au sein de la Confédération des étudiants iraniens, où nationalistes et communistes s'opposaient pour le contrôle de celle-ci. Il a milité aussi au Front national, l'organisation

fondée par Mossadegh, qui regroupait les différentes oppositions sur la base de l'anti-impérialisme.

Comme toute sa génération, il s'est intéressé aux luttes anticoloniales et anti-impérialiste des années 50-60 : la révolution chinoise de Mao, celle cubaine de Castro, l'algérienne du FLN, la guérilla de Che Guevara. C'est lui qui traduit en persan les œuvres de Frantz Fanon, intellectuel français antillais, partisan de la décolonisation, engagé auprès du FLN durant la guerre d'Algérie et de Che Guevara.

De retour en Iran, où il connut la prison, il élaborait sa théorie politique et sociale qu'il expose dans son livre « Chiisme rouge ». Il y souligne la dimension sociale et politique du chiisme, à savoir que la religion chiite est une religion des pauvres et de la révolte.

« Pour Shariati, l'antagonisme fondamental n'oppose pas la bourgeoisie au prolétariat mais l'aristocratie du califat à la classe des opprimés incarnée par Fatima et sa lignée d'imams, descendants d'Ali, son époux. « Les chiïtes, écrit-il, tournent le dos à l'opulence des palais des Califes et regardent au contraire vers la cabane en terre cuite de Fatima... et des classes opprimées. » (Histoire secrète de la révolution iranienne). Ce faisant, il rejette le marxisme.

Le clergé chiite, loin de sa position quiétiste, doit s'engager dans le combat social et révolutionnaire. Rejetant toute idée de démocratie, il estime que la société doit être dirigée par un guide, un imam. Les thèses de Shariati se répandent dans les mosquées et les universités. Nombre d'étudiants en théologie sont gagnés à ses idées. Son langage simple et clair, leur parle de société, d'identité et de religion.

En 1973, Shariati est arrêté. Dans sa défense, il se présente comme un militant anticlérical, antimarxiste et antioccidental. A sa libération, il est en butte avec une partie du clergé chiite, hostile à la dimension sociale de son discours. Le 16 mai 1977, il part pour Londres, où il meurt un mois plus tard, alors que la révolution commence en Iran. Pour nombre de manifestants, il s'agit d'un assassinat politique.

LE TOUDEH

Le Parti communiste d'Iran, c'est le Toudeh –qui signifie parti de masse. Ce qu'il fut effectivement. Fondé en 1941-1942, il compta, dans les années 1950, jusqu'à 25 000 adhérents, dirigeait le « *Conseil Central Unifié des Syndicats iraniens* » qui rassembla jusqu'à 400 000 membres, et éditait 35 publications. Le Toudeh est un parti stalinien. Il n'a rien de révolutionnaire, ni d'internationaliste. Dès sa création, il fait un choix politique : celui de s'abstenir de s'en prendre à la religion.

Aux ordres de Moscou, il fait les frais de la politique de Staline, au gré des accords politiques et pétroliers que l'Union soviétique signe avec le gouvernement iranien. Il est capable de briser une grève si cela s'avère nécessaire. Ainsi, en juillet 1946 -il a 3 ministres au gouvernement-, lorsque les ouvriers du pétrole se mettent en grève à Abadan sur des revendications hostiles à l'impérialisme anglais et au gouvernement, et que la grève s'étend aux services publics et au personnel de service des Européens – soit 60 000 grévistes -

, le Toudeh met tout le poids de l'organisation syndicale qu'il dirige et envoie des députés pour persuader les grévistes de reprendre de travail. Il leur laisse croire que l'armée n'interviendra pas, alors que celle-ci engage la répression (3 morts et 170 blessés). En 1951, lorsque Mossadegh nationalise le pétrole, le Toudeh n'a pas de politique propre. Il s'aligne sur celle du Front national, laissant à ce dernier la direction du mouvement populaire contre l'impérialisme. Quand Mossadegh est renversé par le coup d'Etat du général Zahédi, il n'oppose aucune résistance devant le retour du Shah. Il paiera très cher cette politique puisque la répression fera des milliers de victimes parmi ses membres et la population en général.

A la veille de la révolution de 1979, le Toudeh est un parti clandestin comme tous les autres. Il est peu implanté dans la classe ouvrière et la population pauvre en général.

LE FRONT NATIONAL

Au moment de la révolution, le Front national de Mossadegh renaît. Toutes les tendances s'y retrouvent, religieuses ou politiques. Elles ont pour dénominateur commun la revendication de l'indépendance du pays à l'égard de l'impérialisme américain et comme mot d'ordre la nationalisation du pétrole. Ce sont les libéraux nationalistes, qui se revendiquent de l'héritage politique de Mossadegh qui l'animent et le dirigent.

LA JEUNESSE INTELLECTUELLE :

L'Iran est un pays jeune. De nouvelles générations s'engagent chez les nationalistes les islamistes et les communistes. Des milliers d'étudiants sont envoyés dans les universités européennes et américaines. Ils y découvrent un mode de vie, des libertés politiques qu'ils ne connaissent pas dans leur pays. Ils se retrouvent en contact avec des militants, des organisations qui dénoncent et luttent contre l'impérialisme. Ces jeunes intellectuels se radicalisent. Rentrés en Iran, ils animent des cercles d'études clandestins portant sur les expériences révolutionnaires chinoise, vietnamienne, cubaine, algérienne, et les techniques de guérilla. Ils lisent Mao, Giap, Guevara et Frantz Fanon. Marxistes ou islamistes, ils en arrivent à une seule conclusion : la nécessité du renversement de la monarchie par la lutte armée.

Deux organisations recrutent principalement ces jeunes : les Fedayins du peuple et les Moudjahidins du peuple.

LES FEDAYINS DU PEUPLE

Les Fédayin du peuple (les soldats du peuple) sont une organisation qui se réclame du marxisme. Fondée en 1963, elle s'inspire des méthodes de guérilla guevariste ou maoïste et opte pour la lutte armée. Son fondateur, durant un séjour en prison, et avant d'être exécuté par la Savak écrit un texte : « *Marxisme islamique ou islam marxiste ?* ». Se réclamant du marxisme léninisme, il considère « *le bas clergé mené par Khomeyni et ses disciples* » comme des alliées tactiques à part entière, voire même, dans une certaine mesure, des alliées stratégiques » des forces prolétariennes.

Le mouvement recrute surtout des jeunes étudiants qu'il organise en cellules. Optant pour une politique de lutte armée et de guérilla, ils pensent « *prouver aux masses que le combat armé est la seule voie vers la libération* ». Ce faisant, il se coupe de la population, des pauvres en particulier.

Pendant cinq ans, les Fedayin du peuple enchaînent les actions terroristes : assassinats d'agents de la Savak, de militaires iraniens et américains ; attaque des postes de police, des ambassades américaine et britannique.

En 1975, une scission importante scinde l'organisation entre une tendance religieuse et une tendance marxiste. Ecrasés par la répression, ils cessent leurs activités en 1976. Ils réapparaissent en 1979 lors de la révolution. Puis l'organisation se scindera de nouveau en deux, puis trois groupes, et la majorité se ralliera au Toudeh.

LES MOUDJAHIDINS DU PEUPLE

Les Moudjahidins du peuple (les combattants du peuple) est une organisation qui a vu le jour à l'université de Téhéran en 1965. Ils se veulent musulmans progressistes. Ils considèrent le chiisme « *comme une source d'inspiration pour amener les masses à rejoindre la révolution* ». Ils forment des groupes de réflexion théorique sur les campus, inspirés du marxisme et du chiisme, et des révolutions nationales cubaine, algérienne, vietnamienne. Certains d'entre eux participent à des camps d'entraînement palestiniens en Jordanie ou au Liban après la guerre des Six jours (1967), ce qui contribue à radicaliser l'organisation.

Leur programme est d'établir un pouvoir islamique, c'est à dire une société sans classe, fondée sur le principe de l'unicité d'Allah. Une telle société serait la fin de « la bourgeoisie dépendante de l'impérialisme occidental ». Ce sont en quelque sorte des sociaux-démocrates, tendance révolutionnaire, de l'islamisme.

Pour financer leur action, les Moudjahidin trouvent le soutien des commerçants du bazar, ainsi que des membres importants du clergé, très proche de Khomeyni (les ayatollahs Taleghani, Montazeri, et aussi Rafsandjani). Pour autant, Khomeyni n'approuve pas cette forme de lutte.

En 1971, les Moudjahidin du peuple se lancent dans des actions terroristes : destruction d'infrastructure, attaques de postes de police, attentat à l'explosif d'administrations, de sociétés américaines, assassinat de militaires américains et iraniens. Eux aussi subissent la répression qui fait des morts dans leurs rangs.

En 1975, comme les Fedayins du peuple, l'organisation scissionne entre une tendance religieuse et une tendance marxiste. Les premiers conservent le nom de l'organisation, les seconds prennent le nom de Peykâr, Combat, « *Organisation pour le combat sur la voie de la libération de la classe ouvrière* ».

A côté de toutes ces organisations, on trouve de petits groupes d'extrême gauche, dont les trotskystes.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Lorsqu'en 1974 les pays membre de l'OPEP s'entendent pour augmenter les prix du pétrole, provoquant un « *choc pétrolier* », les pays dominants répondent par la restriction de leurs importations, et surtout, les Etats Unis, par la dévaluation du dollar. Un rapport de forces est établi par les pays riches qui obligent les pays producteurs à baisser le

prix du baril. En même temps, au sein des pays producteurs, l'Arabie Saoudite s'engage à baisser les prix à condition que le royaume saoudien devienne le partenaire stratégique privilégié des Etats Unis dans la région à la place de l'Iran, alors que le Shah s'accroche bec et ongles à l'augmentation du prix du pétrole.

Le retour de bâton est sévère pour l'Iran. En 1977, les exportations de pétrole chutent de 30%, la production industrielle de 50%, l'inflation avoisine les 50%. Le chômage touche 3 millions de personnes. L'importation de denrées alimentaires chute, privant la population des denrées de première nécessité.

Le Shah prend alors comme bouc émissaire les commerçants du bazar, qu'il accuse d'être responsable de la hausse des prix. De 1975 à 1977 : 200 000 sont frappés d'amendes, 23 000 sont chassés de leurs villes, 8 000 sont emprisonnés.

1977 : LE PRINTEMPS DE TEHERAN

En mars 77, l'essayiste Ali Javâdi écrit une lettre ouverte très déférente adressée au Shah. A la surprise générale, il n'est pas emprisonné. Jimmy Carter, le président des Etats-Unis nouvellement élu fait pression sur le Shah pour assouplir le régime et respecter un tant soit peu les droits de l'homme.

Il faut croire que l'Etat américain est alors plus attentif et plus sensible aux changements de la population que son protégé iranien. C'est qu'en effet, en cette année 1977, les manifestants demandent maintenant le départ du Shah. Surtout, un événement politique de première importance est en train de se produire discrètement : pour la première fois, les commerçants du bazar de Téhéran évoluent dans le sens du mouvement de contestation. Or ils sont le nerf financier pour le haut clergé chiite. Et c'est donc tout le haut clergé qui est en train de s'engager dans la lutte, non pour satisfaire telle ou telle revendication, non pour répondre à telle ou telle couche sociale du pays, mais bien pour viser lui-même la prise du pouvoir.

Aux masses les plus pauvres et les plus délaissées, dont nous avons dit l'état d'esprit plus haut, ces dirigeants chiites vont alors apparaître comme de véritables messies, des sauveurs, ceux qui enfin répondent à leurs aspirations : le retour à une religion qui les protège de ce monde de menaces, d'exploitation, de modernisme ravageur.

« En quelques mois (...), de multiples associations osent se créer ou reprendre une activité publique, comme le Comité de défense des prisonniers politiques ou la Fédération des juristes. Dans ce contexte, tous les opposants politiques, longtemps contraints au silence qu'il s'agisse des diverses tendances du Front national (...), du Mouvement de la libération de l'Iran (...), ou de religieux libéraux tel que l'âyatollâh Tâleqâni, (prennent) à leur tour la parole, toujours avec courtoisie, pour demander au Shah plus de liberté politique. Le gouvernement (refuse) pourtant d'autoriser l'Union des écrivains iraniens (...), qui (organise), en octobre 1977, à l'institut Goethe de Téhéran, des soirées poétiques (...). Le succès (est) inattendu et quand elles (sont) interdites, après 18 soirées, ces réunions (attirent) jusqu'à 15 000 personnes. (...). »

« Durant les mois qui ont (précédent) et (suivent) le changement de régime, entre l'été et le début de 1980, les feuilles jadis clandestines (sont) diffusées ouvertement, les éditeurs (sortent) de leurs réserves les stocks d'ouvrages interdits par la censure, les conférences de Shari'ati (et d'autres), (sont) éditées par dizaines de milliers d'exemplaires, le parti communiste Toudeh et les mouvements d'extrême gauche (mettent) partout en vente la traduction des classiques du marxisme, par séries entières imprimées à Moscou. Les innombrables écrits produits à l'étranger par la très active Confédération des étudiants iraniens à l'étranger se (répandent) très largement en Iran dans les milieux universitaires. Tous les jours, les trottoirs devant l'université de Téhéran (sont) transformés en une immense foire du livre où l'on (achète) tout et n'importe quoi, dans une boulimie de connaissance et de démocratie. L'hebdomadaire Ketâb-e jom'e (« le livre du vendredi ») (est) le titre emblématique de ces mois de liberté éphémère. L'abolition officielle de la censure par le gouvernement de Chapour Bakhtiar, en janvier 1979, ne (fait) qu'officialiser, de façon dérisoire, une situation imposée depuis longtemps par les faits ». (L'Iran au 20^{ème} siècle)

7 JANVIER 1978, LE FEU AUX POUDRES

C'est la publication, dans le quotidien pro-gouvernemental Ettela'at du 7 janvier 1978, d'un article injurieux à l'égard de l'ayatollah Ruhollâh Khomeyni, qui met le feu aux poudres. L'article s'intitule « L'Iran et les colonialismes rouge et noir ». Il accuse les religieux et les communistes de s'être dressés ensemble contre le Shah et la révolution blanche.

« Un aventurier sans conviction, un pantin ambitieux suppôt du colonialisme... Un homme au passé obscur et issu des éléments les plus rétrogrades et réactionnaires du colonialisme (...). Certains disent même qu'il avait séjourné pendant un temps en Inde et que, là, il s'était mis en relation avec le colonialisme anglais et c'est pourquoi il devint connu sous le nom de seyyed Hindi (...). Sa réputation est restée dans les esprits (...) depuis qu'il se dressa contre la révolution iranienne, dans le but de mettre en œuvre les projets des colonialismes rouge et noir... »

Le lendemain, le 8 janvier, les étudiants en religion de Qom se soulèvent. La foule acclame Khomeyni, brûle les journaux. Le 9 janvier, la foule prend d'assaut le siège du parti unique. Le régime réprime violemment, faisant de nombreux morts. Le clergé rejoint le mouvement. A partir de ce moment, une réaction en chaîne s'enclenche. Tous les 40 jours, une manifestation commémore la mort des martyrs, qui à son tour est réprimée entraînant la mort de nouveaux martyrs, qui seront à leur tour commémorés 40 jours plus tard. Les manifestations sont sans cesse plus massives, réprimées toujours plus violemment, jusqu'à la chute du régime.

« C'est à Tabriz, capital de l'Azerbaïdjan et symbole de la lutte pour la démocratie pendant la révolution constitutionnaliste, qu'(a) lieu, les 18 et 19 février 1978, à l'occasion de la célébration traditionnelle du deuil des victimes de Qom quarante jours après leur mort, le premier soulèvement populaire associant la culture religieuse chiite et les

revendications politiques des libéraux. Les émeutiers (saccagent) et (incendient) non seulement les symboles du régime impérial, comme le siège du Parti Rastâkhiz ou le Palais de la Jeunesse, mais aussi ceux de la société non islamique « corrompue », autrement dit les cinémas, les boutiques de luxe et les magasins arméniens vendant de l'alcool. Débordée, la police (fait) pour la première fois appel à l'armée, qui (réprime) l'émeute avec la dernière violence, faisant une centaine de morts. On (est) loin des soirées de poésie de l'institut Goethe. » (L'Iran au 20^e siècle)

Au lendemain de la révolte de Tabriz, tous, libéraux, communistes, découvrent qu'ils n'ont pas la main sur ce mouvement populaire et massif. Seuls les religieux vont se révéler capables de mobiliser et de l'encadrer : les mosquées, lieux de rassemblements et de discussions, les traditions populaires, les processions, les célébrations du deuil des martyrs, le clergé, fort de ses 180 000 membres, son contact quotidien avec le peuple, son langage simple et compris des plus pauvres, son organisation, sa hiérarchie, son indépendance par rapport à l'Etat, lui en donnent les moyens. Tous les autres, par nécessité plus que par choix politique, se placent dans le sillage des religieux, espérant avoir ainsi accès à la masse de la population.

Plusieurs grands bâzâris font le choix de soutenir de façon explicite l'ayatollah Khomeyni. Celui-ci dispose depuis son exil en France d'un solide réseau militant. L'enregistrement de ses discours sur cassettes magnétiques popularise ses positions politiques. Il parle un langage simple, sans concessions.

Le 6 mai, interrogé par un journaliste du journal Le Monde, Khomeyni accuse : « *C'est le Shah qui est l'obscurantisme même (...). Appliquant la politique des impérialistes, (il) s'emploie à maintenir l'Iran dans un état rétrograde. (...) L'Iran importe 93% des produits alimentaires (...). Quand le Shah prétend amener l'Iran "à la frontière d'une grande civilisation", il ment et se prévaut de cette excuse pour saper l'indépendance du pays et faire couler le sang du peuple (...), la réforme agraire du Shah avait surtout pour but de créer un marché pour les pays étrangers (...). Quant à la femme, l'islam n'a jamais été contre sa liberté (...), la femme est l'égale de l'homme... Mais le régime s'emploie à la plonger dans l'immoralité. Ce régime a détruit la liberté de la femme comme d'ailleurs celle de l'homme : les femmes comme les hommes emplissent les prisons d'Iran (...). L'expression « islamo-marxiste » est une contre vérité (...). Dans la société que nous proposons d'établir, les marxistes seront libres de s'exprimer (...). Notre idéal sera la création d'un état islamique... La seule base de référence est pour nous le temps du Prophète et de l'imam Ali (...). Le régime que nous établirons ne sera pas une monarchie (...).*»

« Les émeutes de Tabriz (connaissent) un retentissement dans tout l'Iran, en particulier à Téhéran où les Azéris sont très nombreux parmi les commerçants, dans l'administration ou l'armée. Le 29 mars (1978), des manifestations pour le deuil du quarantième jour des martyrs de Tabriz se (déroulent) dans la plupart des villes et notamment à Yazd où la répression se (révèle) très dure. Au mois de mai, c'est à Qom que l'armée (fait) de nouvelles victimes, puis en juillet à Mashad et en août à Ispahan, où la loi martiale (est) proclamée, bien que la ville (échappe) depuis cette date au contrôle des autorités locales. » (L'Iran au 20^{ème} siècle)

Le 19 août 78, un incendie ravage le cinéma Rex à Abadan : 377 morts dont beaucoup de femmes et d'enfants. Aussitôt, la rumeur dit que c'est le Shah qui en est responsable. La population crie « *Le Rex d'Abadan, la mosquée de Kerman, le livre du Coran, le peuple musulman, Shah les brûle, Shah les brûle* ».

« *L'incendie (...) marque le début d'une nouvelle politique du gouvernement impérial, visant à provoquer volontairement des désordres et des drames, afin de rallier la moyenne bourgeoisie et de justifier une reprise en main. Le cycle des manifestations se (poursuit) néanmoins. Il connaît son apogée à Téhéran le 4 septembre, jour de 'Eyd-e fetr, marquant la fin du ramadan. Plusieurs centaines de milliers de personnes (traversent) toute la ville, (du nord), jusqu'à l'université de Téhéran, offrant des glaïeuls aux soldats désemparés.* » (L'Iran au 20^{ème} siècle)

Le régime est contraint de céder. Le Shah nomme un nouveau premier ministre, se prononce pour la liberté de la presse, augmente les salaires des fonctionnaires et rétablit le calendrier islamique.

« *Lors de la manifestation du 7 septembre à Téhéran, la foule pacifique (réclame) pour la première fois le départ du Shah et le retour de Khomeyni. Devant la crainte d'un flottement des militaires, le changement de politique (est) immédiat, et la loi martiale proclamée le soir même dans 11 villes, dont Téhéran qui (est) placée sous (commandement militaire)* ». (L'Iran au 20^{ème} siècle)

8 septembre 1978 : LE VENDREDI NOIR

Le vendredi 8 septembre, l'armée massacre des étudiants place Jaleh. Toute la journée, des batailles de rue opposent la jeunesse de Téhéran aux mitrailleuses de l'armée. Il y a plusieurs milliers de morts. Cette journée reste dans les mémoires comme étant « *le vendredi noir* ». Une étape est franchie. « *Nous tuons le Shah* » devient un slogan populaire.

L'entrée des jeunes et des habitants des bidonvilles dans la révolution est un tournant. Mais s'ils sont la base sociale profonde de la révolution, celle-ci va voir sa direction soigneusement conservée entre les mains de la classe moyenne et du clergé. Eux, sont écrasés par la misère et les problèmes de subsistance. Les habitants des bidonvilles « *ne (voient) pas d'un bon œil le retour aux affaires d'un clergé qui (a) toujours été lié au « patronat », qu'il s'agît des bâzâris ou des propriétaires fonciers. Le principal motif de mobilisation de la population des quartiers populaires (est) la question du logement* ». « *La révolution islamique (commence) (...) dans ces banlieues où l'implantation des religieux est faible (...) avec l'émeute qui suivit la mort d'une personne écrasée lors de la destruction de sa maison par un bulldozer de la municipalité de Téhéran.* » (L'Iran au 20^{ème} siècle)

Après le vendredi noir, les émeutes et les heurts avec l'armée sont quasi quotidiens.

L'ARISTOCRATIE OUVRIERE PORTE LE COUP DE GRACE

A la mi-octobre, 30 000 ouvriers de l'aciérie d'Ispahan se mettent en grève. A Tabriz, ce sont les ouvriers de l'usine de tracteurs. Puis ce sont les ouvriers du pétrole.

L'intervention de la classe ouvrière, plus exactement de l'aristocratie ouvrière, celle des usines industrielles et pétrolières, les plus modernes, joue un rôle décisif dans la déstabilisation de l'Etat.

La classe ouvrière est de formation récente, produit de l'exode rural. Paysans peu qualifiés, surexploités, soumis, attachés au monde rural, ils travaillent essentiellement dans des ateliers artisanaux. C'est dire qu'ils sont dispersés dans 840 000 petits ateliers traditionnels. Les plus défavorisés sont ceux de la construction (un million d'ouvriers) et ceux du textile, habillement et cuir (894 000). C'est la masse ouvrière.

L'aristocratie ouvrière, elle, se concentre dans des industries de pointe : pétrole, pétrochimie, sidérurgie, automobile. Elle représente 15% des 2,4 millions de salariés industriels, soit 360 000 personnes. Ils sont techniciens qualifiés, et les deux tiers savent lire et écrire. Ils sont organisés, privilégiés concernant les salaires, les conditions de travail, le temps de travail, les assurances chômage et maladie. Enfin, il y a 3 millions de sans-travail.

Minoritaires numériquement, les ouvriers du pétrole et de l'industrie sont indispensables à la survie du régime. A la mi-octobre, ils s'organisent en comités de grève, les shoras. Les revendications sont politiques : libération des prisonniers politiques, arrestation des responsables du massacre du vendredi noir et des personnalités corrompues, réintégration des ouvriers licenciés, élimination des agents de la Savak, droit de regard dans la gestion des entreprises. Mais il n'y a pas de coordination d'ensemble, de structure centralisée.

Dans sa brochure (Cercle Léon Trotsky en date du 30 avril 1987), Lutte Ouvrière écrit que le rôle de véritables révolutionnaires en Iran, à ce moment-là, aurait été d'œuvrer à faire de la classe ouvrière « *une force politique indépendante* ». Ceci, afin qu'elle soit « *capable de contester la direction du mouvement au lieu de rester sans aucune autre perspective que le suivisme vis-à-vis de Khomeyni* ». Nous ne le pensons pas. Ou plutôt, il faudrait ajouter cette précision essentielle : à savoir qu'il aurait aussi fallu, pour ces révolutionnaires, distinguer très nettement entre la classe ouvrière du pétrole et des transports du reste de la classe ouvrière. Les travailleurs iraniens du pétrole se sont, depuis des décennies déjà, fourvoyés dans des luttes corporatistes où ils cherchent à gagner des privilèges ou à les conserver, par rapport au reste du monde ouvrier. Et les divers régimes y ont contribué en leur accordant un statut qui n'a strictement rien à voir avec l'ensemble du monde du travail. Une telle couche sociale ne saurait, si elle dirige un mouvement, aller jusqu'à la révolution sociale ouverte à tous les opprimés. C'est au contraire à la partie opprimée et la plus exploitée du monde ouvrier de jouer le rôle dirigeant que préconise Lutte Ouvrière, si rôle dirigeant il doit y avoir. Et aux révolutionnaires, donc, de les aider, politiquement, organisationnellement, y compris, et ce serait nécessaire, contre les attitudes et les positions de l'aristocratie ouvrière.

Quoi qu'il en soit, la grève dans ces secteurs paralyse l'économie du pays. Elle porte le coup de grâce au régime. Il doit reculer en libérant des centaines de prisonniers politiques. La censure se relâche. Le régime apparaît de plus en plus faible.

Début décembre, les exportations de pétrole cessent. Tous les bazars du pays sont fermés. Les journaux ne paraissent plus, la radio et la télévision ont cessé d'émettre.

« Au début du mois de deuil de moharram, le 3 décembre, la tension (devient) extrême, avec la multiplications des tanks et des soldats dans les rues. Malgré l'interdiction de tout rassemblement, la population (manifeste). Les soirs indiqués par l'ayatollah Khomeyni, les habitants de toutes les villes et même des villages (montent) sur les terrasses, à 20 heures, pour crier ensemble : « Allâh-o-akbar, marg bar shâh » (« Dieu est le plus grand, à bas le Shah »). Le contraste est impressionnant entre une foule « religieuse » et pacifique, juchée sur les toits, qui (révèle) dans le froid glacial une détermination dont l'issue est claire, et la force militaire occupée à garder des rues désertées par le couvre-feu ».
(L'Iran au 20^{ème} siècle)

Les 10 et 11 décembre, jours de tasu'â et 'ashura commémorant la mort de l'imam Hoseyn à Kerbalâ, signent la mort politique du régime. Sous la pression des conseillers américains, l'armée se retire du centre et du sud de Téhéran pour aller protéger le nord de la ville, près du palais présidentiel et des quartiers riches. Durant ces 2 jours, plus d'un million de personnes défilent dans un calme impressionnant. Le régime impérial ne peut plus rien.

C'est le sauve-qui-peut pour tous les riches du pays et les dignitaires du régime. En 3 mois, ils sont 200 000 à s'envoler vers l'Europe et les Etats-Unis, emportant 2, 3 milliards de dollars.

L'IMPERIALISME LACHE LE SHAH

Il n'y a pas que les privilégiés du régime qui ne croient plus au Shah : le 5 janvier 79, les puissances impérialistes, d'un commun accord, lâchent le shah d'Iran. Cela se passe lors d'un sommet à la Guadeloupe qui réunit Valéry Giscard d'Estaing, Jimmy Carter, James Callaghan, Helmut Schmidt. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur américain Sullivan rencontre le Shah pour lui signifier son départ et lui proposer l'asile aux Etats Unis. Le 16 janvier 1979, le Shah quitte l'Iran pour « un voyage de repos ».

L'impérialisme américain sait désormais qu'il faut compter avec le nouveau pouvoir. Avant même le départ du Shah, il commence à négocier avec les représentants de Khomeyni.

La foule envahit Téhéran : « *Shah raft !* » « *le Shah est parti !* ». Après le départ du Shah, toutes les institutions s'effondrent, sauf l'armée. La presse, les associations politiques retrouvent la liberté. Khomeyni prépare son retour, prêt à remplir le vide politique. Le 12 janvier, en exil en France, il décrète la formation du « *Conseil de la révolution* ». L'arrêté

commence par ces mots : « *Par mon droit religieux et sur la base du vote de confiance de la majorité absolue du peuple iranien à mon égard...* ». Le Conseil se compose de 8 membres du clergé, 4 représentants du Front national et du mouvement national islamiste et 2 généraux. Il s'agit de préparer la constitution de la future République islamique.

Les Etats-Unis, obsédés par la menace communiste, sont prêt à composer avec le nouveau pouvoir. L'ambassadeur Sullivan explique : « *On n'a pas voulu faire pour le shah ce que le shah a été incapable de faire pour lui-même... Il appartient au passé. Nos intérêts nationaux en Iran exigent que nous trouvions un modus vivendi entre les religieux et l'armée afin de prévenir la menace du Toudeh* ». Il s'agit d'établir une « *ceinture verte* », religieuse donc, face à la menace soviétique.

Le 19 janvier, Khomeyni appelle à une grande manifestation pour l'établissement d'une république islamiste. Le 20 janvier, la manifestation est immense à Téhéran. Tous se rangent derrière les portraits de Shariati et de Khomeiny. Libéraux, communistes, révolutionnaires peuvent mesurer combien il leur sera difficile de faire entendre leur voix.

Les Fedayins du Peuple publient une lettre adressée à Khomeyni. Ils rappellent « au grand Ayatollah Khomeyni, Grand Guide des chiites » du monde entier, « *la nécessité de l'expansion de la révolution jusqu'à la destruction totale de tous les arcanes de l'impérialisme et de ses valets* ». Kianouri, dirigeant du Toudeh, déclare : « *le Toudeh soutient les initiatives du guide chiite quant à l'abolition de la monarchie, la déclaration de la République islamique, et la formation de l'Assemblée constituante* ».

Quelques jours plus tard, les Fedayins tentent d'apparaître sous leur bannière politique en organisant une manifestation indépendante. Leur cortège rassemble 10 000 personnes. Ils sont attaqués par les loutis, les hommes de mains recrutés par les mollahs parmi les déshérités des bidonvilles. Les loutis les agressent aux cris de « *il n'y a pas d'autre parti que le parti de Dieu* ».

QUI TIENT L'ARMEE, TIENT LE POUVOIR

L'armée (800 000 hommes encadrés par 800 officiers supérieurs) est elle-même secouée par la révolution. Alors qu'elle massacrait les insurgés dans les villes, de plus en plus de gradés et de soldats, acquis à la révolution, désertaient. Par milliers, ils quittaient leurs bases. « *Durant les jours extrêmement critiques, il n'y avait tout simplement plus d'armée cohérente, fonctionnelle et disciplinée, capable d'affronter et de mater la rébellion* ». C'est un général qui le dit.

Les Américains suivent tout cela de près. Ils sont les mieux placés pour savoir à quel point l'armée était un appui indispensable au régime du Shah. Ils sont conscients du niveau d'équipement dont elle est dotée, puisque ce sont eux qui ont vendu les armements les plus sophistiqués de l'époque. Ils ont voulu lui donner un rôle capital dans le système de défense américain contre l'URSS. Le 5 janvier, ils dépêchent le général Huyser pour entamer les

discussions avec le nouveau régime et avec l'Etat-major de l'armée iranienne. Des deux côtés, on donne des gages.

Le 22 janvier, le chef d'Etat major de l'armée écarte toute idée de coup d'Etat. Le Conseil du haut commandement décrète la neutralité de l'armée, à compter du 11 février. De son côté, Khomeyni, lors du discours qu'il prononce à son arrivée, s'adresse en ces termes aux officiers supérieurs : « *Nous voulons que vous soyez indépendant, Monsieur le général, Monsieur le colonel... Préférez-vous être des valets ? Nous avons dit à votre place que nous ne voulions pas que l'armée soit dominée par les américains, que nous voulions que vous soyez maîtres chez vous... Qui a dit que nous voulions vous supprimer ? Nous voulons garder l'armée, mais une armée qui soit au service du peuple, pas des autres* ».

Enfin, Khomeyni proclame le 18 avril comme la journée de l'armée. Celle-ci défile dans Téhéran. En juin, il annonce une amnistie générale des policiers et des militaires à compter de juillet. A cette date, il ne sera plus possible de porter plainte contre les actions passées des militaires. Les Etats-Unis sont parmi les premiers à reconnaître le nouveau gouvernement.

L'INSURRECTION POPULAIRE

Dans la nuit du 9 au 10 février 79, les Djadidans (les Immortels) de la garde impériale du Shah prennent d'assaut la caserne de Douchane Tappeh, dont les hommes se sont déclarés partisans du nouveau pouvoir. Aussitôt, la population vient en aide aux militaires de cette caserne de Téhéran. S'ensuit une insurrection de trois jours, pendant lesquels la population s'arme. Elle prend d'assaut les dépôts d'armes, les commissariats, les casernes. Bien souvent, Fedayins et Moudjahiddins sont à l'initiative de ces actions. Au terme de cette insurrection, la monarchie est abolie. Un gouvernement issu des rangs khomeynistes est mis en place.

La priorité de Khomeyni, c'est de récupérer les armes tombées aux mains de la population. Il ordonne d'empêcher que « *les armes tombent aux mains des ennemis* ». « *Je n'ai pas encore donné l'ordre du Jihad* ». Les jours suivants, les religieux mettent en place des comités dans les quartiers et sur les lieux de travail pour récupérer les armes.

L'autre priorité du nouveau pouvoir, c'est de remettre au travail les ouvriers en grève, en particulier la production pétrolière. Des comités islamiques, dans la continuité des comités d'accueil de l'Imam Khomeyni, sont mis en place dans les quartiers et les usines pour reprendre le contrôle de la situation politique et sociale. Khomeyni juge « *ceux qui incitent les ouvriers à continuer à faire grève sont coupables de trahison, plus que les assassins de l'ancien régime* ».

Mais la reprise en mains ne se fait pas facilement. Car la révolution est profonde et vivante. La mise au pas de toute la société ne se fait pas facilement. Tous les espoirs sont permis, les débats, la liberté d'expression n'ont jamais été aussi grands que durant les premiers mois de la république islamique. Les comités sont composés de militants

islamistes, mais on y retrouve aussi des militants communistes, d'extrême gauche, des Moudjahidins. Et aussi des loutis prêts à faire le coup de main. Il faudra plusieurs mois au nouveau pouvoir pour les reprendre en mains et les mettre à son service.

Le nouveau pouvoir commence par procéder à l'épuration de l'appareil d'Etat monarchiste, du moins en partie. Un millier de personnes sont exécutées. Le reste de l'appareil d'Etat, il le met à son service, en l'encadrant et en le contrôlant. Le pouvoir khomeyniste a besoin d'un bras armé pour établir son ordre. En mai 1979, il crée l'Armée des gardiens de la révolution, les Pasdarans afin d'assurer la sécurité et la répression dans les affaires importantes relevant de l'Etat. Composée de 4000 hommes, les Pasdarans, c'est une armée de militants dont le rôle politique et l'importance iront en augmentant au fur et à mesure de l'établissement du nouveau régime, surtout avec la militarisation de la société iranienne durant la guerre avec l'Irak. Cette milice donnera par la suite ses cadres militaires et civiles les plus dévoués (Ahmadinejad).

Le nouveau pouvoir crée aussi Le Parti de la révolution islamique (PRI), dont il veut qu'il soit son relais au sein de la population. Mais cela ne va pas de soi. Le 1^{er} mai 1979, il y a quatre manifestations de 10 000 personnes chacune. Celle du PRI, qui vient d'être fondé ; celle des Moudjahidins qui mettent en avant des citations plus ou moins sociales du Coran ; celle du Toudeh salue la naissance de la République islamique ; celle des Fedayins crie des slogans anti-impérialistes, réclame une épuration plus radicale de l'armée et le droit aux travailleurs de participer à la rédaction de la nouvelle constitution.

Les uns et les autres tentent de se démarquer du nouveau pouvoir et d'apparaître de façon autonome, à l'exception du Toudeh qui colle complètement à la politique de Khomeyni. Pas pour bien longtemps, puisque la répression du régime va bientôt s'abattre sur eux.

L'Iran devient une République islamique le 1^{er} avril 1979. Le vote presque unanime lors du référendum (98%) confirme l'union des forces politiques derrière la bannière de Khomeyni. Mais l'élection le 3 août, des 73 membres de l'Assemblée des experts religieux, faisant fonction de Constituante, est boycottée par presque tous les mouvements autres que le PRI.

Ce même mois d'août, une loi interdit aux journaux de critiquer la Révolution islamique. Un journal libéral est interdit de parution. Seul le Toudeh approuve ces mesures contre la liberté de la presse. De la même façon, il n'oppose aucune critique à Khomeyni lorsque celui-ci envoie l'armée contre les Arabes et les Kurdes (600 morts à Mahabad). Comme les Fedayins d'ailleurs. Seuls les Moudjahidins critiquent la répression contre les Kurdes.

LES OTAGES DE L'AMBASSADE AMERICAINE

Le 4 novembre 1979, l'ambassade américaine est attaquée par des étudiants qui se revendiquent « *dans la ligne de l'Imam* ». Ils prennent le personnel en otage et les exhibent dans les rues de Téhéran. Ces derniers seront libérés après 440 jours de détention.

Cette action apparaît comme un défi lancé à la première puissance impérialiste. Durant toute l'année 1980, de grandes manifestations anti-américaines se déroulent dans tout le pays. Cet épisode est utilisé par Khomeyni pour fédérer la population derrière lui dans une sorte d'union nationale contre l'Amérique. C'est une démonstration de force vis-à-vis des Etats-Unis, mais aussi à l'intérieur du pays. A côté des 2 millions de personnes que Khomeyni fait réunir régulièrement à Téhéran autour du slogan « *il n'y a de parti que celui de Dieu et de guide que Ruholla Khomeyni* », l'opposition ne réussit à en rassembler que quelques dizaines de milliers.

Ces partis d'opposition font même acte d'allégeance sous prétexte d'anti-impérialisme. Les Fedayins organisent des marches devant l'ambassade américaine ralliant les étudiants islamistes. Ce qui ne les empêche pas de se faire attaquer par les hezbollahis (PRI) aux cris de « *Nous ferons de l'Iran le cimetière des Fedayins* », à quoi ceux-ci répondent « *Nous ferons de l'Iran le cimetière des Américains* ».

Les shoras, qui avaient joué un rôle important durant la révolution, sont marginalisées, sinon interdites, puis remplacées dans les entreprises et les administrations par des comités encadrés par le clergé local, puis les associations islamistes.

Le 12 décembre, la Constitution est approuvée par référendum. La République islamique ne se réduit pourtant pas à une dictature de droit divin, car le suffrage universel y joue un rôle central, pour l'élection – indirecte - du guide, et pour celle – directe - du président de la République et du Parlement. Loin de constituer un retour au moyen Age, elle est un régime particulier, marquée par la révolution qui l'a fait naître.

Le 17 septembre 1980, Saddam Hussein proclame la souveraineté de l'Irak sur le Shatt al-Arab, débouché de l'Iran sur le Golfe persique. Cinq jours plus tard, il déclenche une offensive militaire contre l'Iran, avec le soutien ou l'approbation des grandes puissances et des pétromonarchies arabes, alliées de l'Occident. Tous espèrent la chute du régime de Khomeyni. Le conflit durera huit années, jusqu'en 1988, et fera un million de morts.

Cette guerre provoque un profond réflexe nationaliste. Le régime crée une armée de volontaires. Les pauvres, les jeunes, s'y enrôlent massivement. Les Moudjahidins, les Fedayins suivent le mouvement. La guerre, le nationalisme exacerbé, permettent au régime de militariser la vie sociale. Au nom de l'effort de guerre, les grèves sont interdites. Le Toudeh appuie l'appel à la production et à l'effort de guerre.

C'est le moment pour le régime d'en finir avec toute opposition politique. Il commence par les Moudjahidins. Le 30 juin 1981, ils rompent brutalement avec Khomeyni, estimant que « *le régime a perdu toute sa légitimité* ». Ils manifestent en criant « *mort à Khomeyni* ». Des dizaines de milliers d'entre eux sont arrêtés, des milliers torturés et exécutés. Ils se lancent alors dans des attentats. Le 28 juin 1981, une bombe détruit le siège du

PRI, faisant 74 morts dans les milieux dirigeants du pays (1 ayatollah, 4 ministres, 40 députés).

Le Toudeh approuve tout ce que fait Khomeiny. En février 83, son tour arrive : 1500 militants et dirigeants sont arrêtés et tués. Avec la guerre et la répression, toute la population est quadrillée par les associations islamistes, qui surveillent et empêchent toute opposition de s'exprimer. Les Pasdarans ont toute liberté pour frapper, molester, arrêter, torturer et tuer quiconque.

LES LEÇONS DE CETTE RÉVOLUTION ISLAMIQUE

« C'est peu dire que la révolution islamiste d'Iran a tenu une place majeure dans l'histoire mondiale de la fin de ce siècle. Elle a bouleversé un pays pétrolier frontalier de l'URSS, elle s'est construite en opposition directe avec les Etats-Unis, et a porté au pouvoir un clergé chiite mal connu, dans un pays où l'islam semblait en voie de marginalisation. (...). Lancé par des intellectuels laïcs et libéraux, le mouvement populaire de 1978, avec ses idéaux tiers-mondistes et nationalistes, a rapidement été contrôlé par de jeunes religieux qui ont réussi à forcer l'adhésion de l'ensemble d'une classe religieuse, majoritairement conservatrice, tout en se posant en héritiers légitimes des courants démocratiques qui avaient agité le pays depuis plus d'un siècle.

« En triomphant là où on ne s'y attendait pas, la révolution islamique d'Iran a réveillé les passions et les contestations de l'ensemble du monde musulmans. A côté des symboles de l'islam traditionnel, très vite qualifiés de "médiévaux", se sont développés des mouvements politiques et culturels nouveaux, (...). L'islamisme a ainsi évolué vers un courant politique d'un type inédit, en opposition non seulement à la norme occidentale devenue internationale, mais aussi et surtout à l'establishment musulman traditionnel. (...)» (L'Iran au 20^{ème} siècle)

La révolution iranienne de 1979 a été faite par la jeunesse et les pauvres des villes. Khomeyni et la fraction du clergé militant qui le suivait ont su la canaliser et en prendre la direction. Khomeyni, par ses discours clairs et dans un langage simple, a su gagner les pauvres à sa politique, avant de mener la contre-révolution. Celle-ci ne s'est pas faite facilement. Il a fallu deux ou trois ans pour que le nouveau pouvoir écrase toute contestation.

La victoire du clergé dans cette révolution a signé l'échec des politiques nationalistes issues des luttes anticoloniales, qu'elles soient dictatoriales ou progressistes. Car ces régimes, laïcs, restent dépendants de l'impérialisme. La domination économique et politique de ces pays laisse peu de place à l'établissement d'une démocratie, à la liberté d'expression et d'organisation. Ça, c'est pour les pays riches, qui sont suffisamment riches pour acheter la paix sociale, et qui ont une assise petite bourgeoise qui défend le système, et qui ont réglé depuis bien longtemps la question agraire pour mener une exploitation capitaliste de l'agriculture. Mais dans les pays dominés, la démocratie, les droits, les libertés politiques, c'est le risque que la question sociale resurgisse de manière explosive. Le risque que les

pauvres, paysans, ouvriers, chômeurs, jeunesse sans avenir, se révoltent, entraînent la société vers une révolution sociale. C'est une menace non seulement pour les régimes en place, mais aussi et surtout pour les intérêts de l'impérialisme, des classes bourgeoises des pays dominants.

La révolution iranienne s'est adressée à tous les musulmans. Elle marque le début de la montée de l'activisme religieux. Elle a essaimé en Palestine et au Liban avec le Hamas et le Hezbollah. Elle a contribué à relancer, chez les sunnites aussi, au Maghreb et au Moyen Orient, une montée de l'activisme religieux.

La révolution iranienne apparaît comme la revanche d'une jeunesse brimée, en révolte contre la tyrannie et l'injustice, et celle des déshérités. C'est aussi celle de tout un peuple qui défia l'impérialisme le plus puissant de la planète. Cette révolution a donné le sentiment aux plus démunis qu'ils étaient vengés. C'est que ces pauvres ne savent pas qu'une autre vengeance est possible : celle qui consiste à ce qu'ils ne soient plus des démunis. La révolution islamique a pu donner le sentiment d'une certaine forme de dignité, de considération aux pauvres. Mais, hormis un certain nombre d'exceptions (hommes demain, sbires au service du régime, etc.), elle les a maintenus dans la pauvreté. Cette révolution ne veut en aucun cas de la fin des inégalités sociales, elle est profondément anticommuniste.

En Occident, cette révolution a été un événement totalement incompris. Ni les intellectuels bourgeois, ni les démocrates tiers-mondistes, et pas non plus les diverses extrême gauches, personne n'a compris ce qui se passait en Iran en cette année 1979 : une révolution anti impérialiste, menée par un religieux ! Alors que tous considéraient la religion comme un résidu de l'histoire, déjà largement dépassé par le progrès, et que tous voyaient dans l'histoire contemporaine une suite de révolutions qui ont réduit le pouvoir de la religion.

C'est qu'en Occident, nous raisonnons avec des têtes qui trouvent suffisamment à manger, à lire et à écrire, qui ne connaissent plus la faim, les humiliations permanentes, ou les conditions de vie totalement indécentes. Nous avons oublié que dans certaines conditions, les têtes ne peuvent plus penser, ne peuvent qu'espérer sous un angle mystique, ne peuvent qu'accepter leur sort avec fatalisme. Nous avons oublié que cette manière de voir, de vivre, a été celle qui a prévalu il y a encore quelques générations, en Europe même. Nous avons oublié qu'elle est encore présente à une large échelle dans le monde entier. Et surtout, plus que tout encore, nous oublions bien trop que l'Europe, ses gens émancipés, bénéficiant de culture et de raison libre, sont en grande partie responsables du maintien de cette humanité qui baigne encore dans le religieux et la souffrance matérielle.

Nous oublions enfin que ces déshérités, eux qui voient voler au-dessus de leurs têtes des bombardiers venus d'Europe ou des Etats-Unis, eux qui voient briller les stations services de Total ou de Esso, alors que leur ville a l'électricité coupée, eux voient en nous les responsables ou les coresponsables de leur maintien dans la misère. Et à l'ère d'internet, du téléphone portable accessible à tous, y compris à une partie non négligeable de ces démunis, le contraste devient frappant, explosif, entre ce qu'ils voient de notre vie et ce qui est la leur.

Voilà tout ce que des révolutionnaires doivent voir en face pour en tenir pleinement compte, s'ils veulent, enfin, s'en prendre aux racines du mal social qui ravage le monde.

En Occident, la révolution iranienne de 1979 a été vue et comprise comme une révolution sociale classique - progressiste donc - mais qui a été habilement confisquée par un nouveau pouvoir religieux. Pour nous, cette explication est une manière de ne pas voir la réalité. Le monde a assisté en Iran en 1979 à une révolution effectivement religieuse, islamique. Ses racines étaient en grande partie religieuses, le chiisme étant une vieille religion au contenu social fort. Son déroulement a été religieux, suivant un rythme entièrement réglé sur une imposition religieuse dans l'une de ses manifestations les plus profondes, la mort et l'enterrement, le martyr. Et le pouvoir religieux qui s'est mis en place n'avait rien de neuf dans la société iranienne.

Tout cela ne veut pas dire que seule une révolution islamique était possible, et nous ne le croyons pas. Des forces de progrès social auraient pu l'emporter, mais cela n'a pas été le cas. La révolution islamique de 1979 marque un tournant dans l'histoire sociale que l'Occident a été incapable de voir, justement parce qu'elle a vu les masses d'un grand pays donner le pouvoir aux religieux, avec l'espoir d'un changement profond. Oui, à partir du moment où la bourgeoisie impérialiste et les diverses bourgeoisies compradore ne sont plus capables d'offrir la moindre perspective de progrès social, à partir du moment où les fausses forces de gauche, qui sont en réalité de fieffés partisans du système bourgeois, ne peuvent pas non plus offrir aux masses désespérées la possibilité d'entrevoir la fin du système qui les oppresse, la place redevient libre aux forces réactionnaires, religieuses en Iran en 1979, ou d'autres formes possibles.

BIBLIOGRAPHIE

- Iran, la révolution islamique ; Chpour Haghigat ; Complexe 1989
- L'Iran au 20^{ème} siècle. Entre nationalisme, islam et mondialisation ; Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade, Yann Richard ; Fayard 2007
- Histoire politique du clergé chiite 18è-21è siècle ; Jean-Pierre Luizard ; Fayard 2014
- Histoire secrète de la révolution iranienne ; Ramin Parham, Michel Taubmann ; Denoël 2009
- Lutte Ouvrière :
 - CLT n° 23 30 avril 1987 Iran : de la dictature du Chah à celle de Khomeiny, la révolution escamotée
 - Lutte de Classe n°62 mars 1979 Iran, Khomeiny face aux masses populaires
 - Lutte de Classe n°67 septembre 1979 Iran, six mois de régime islamique
 - Lutte de Classe n° 92 mars 1982 L'opposition des Moudjahidines face au régime de Khomeiny

- Lutte de Classe n°104 juin 1983 Iran, le parti Toudeh victime de Khomeiny... et de sa propre politique

août 2017